



Monsieur le président,

France Télévision diffuse en ce moment la série *Germinal*, inspirée du roman de Zola.

Pour le SNAD-CGT, il serait bon que notre administration s'inspire de ce récit afin d'éviter que notre histoire collective ne tourne elle aussi au drame.

Nous vivons une période de crise économique, d'incertitudes, d'augmentations des prix, y compris pour des produits de première nécessité. Les douaniers ont des difficultés à se loger et les salaires sont trop bas, surtout dans notre région où tout est hors de prix. Même les jeunes inspecteurs ont du mal à vivre convenablement dans notre inter-région. L'explosion des prix de l'énergie ne fera pas de bien à nos collègues qui ont déjà des difficultés en fin de mois. Et ils sont nombreux.

Depuis des années, les fonctionnaires subissent le gel du point d'indice. L'année dernière, en pleine crise sanitaire, alors que les agents étaient pleinement mobilisés, la DGAFP avait décidé de leur voler des jours de congés. Arbitrairement. Comme ces punitions collectives que l'on impose aux bons élèves parce que les moins sages de la classe chahutaient quand l'instituteur regardait ailleurs.

Et les punitions collectives continuent de tomber.

Pour remercier notre administration de son excellente gestion des contributions indirectes en général depuis 1993, il a été décidé, de retirer aux douaniers cette mission devenue centrale avec le temps.

Un protocole d'accompagnement social est rédigé mais ne prévoit aucune indemnisation du préjudice subi par les agents restructurés. Il n'y a pas non plus de mesure d'ordre financière générale. Nous ne demandons pas des millions, nous ne sommes pas la Compagnie des Mines de Montsou, ni une de ces véritables compagnies cotées au CAC40 et qui n'a qu'à appeler Bercy ou l'Elysée pour empocher des sommes folles que ses actionnaires peuvent cacher dans des paradis fiscaux.

Non, nous ne sommes que des travailleurs, corvéables et remplaçables. Alors Bercy ne nous écoute pas. Comme Philippe Hennebeau, qui entend les revendications de Lantier mais laisse la situation pourrir. On sait comment ça s'est terminé.

Depuis, l'intersyndicale nationale a rencontré la directrice générale à de nombreuses reprises, mais devant son empressement à nous dire non, il a fallu nous tourner vers le ministre. Et là, malgré notre insistance et l'urgence de la situation, tout à son mépris de classe, il a envoyé un de ses collaborateurs qui s'est ouvertement moqué de nous, en nous expliquant par exemple ce qu'était le brexit mais sans entendre notre colère.

Ca ne peut pas en rester là.

En Île de France, la situation de nos collègues est particulièrement difficile. L'attractivité des services, à laquelle nous tenons tous tant, souffre des difficultés que nous rencontrons au niveau national. Mais pas que.

Malgré vos annonces de notre dernier CTSD, au cours duquel vous aviez encouragé le télétravail,

les lignes ne bougent que lentement. A Paris Est en particulier, faute d'effectifs, les agents subissent des refus suite à leurs demandes qu'ils ont du mal à comprendre.

Dans les services parisiens, les difficultés sont nombreuses. Nous vous avons alerté sur la situation de Paris Principal. Nous entendons des échos de difficultés régulières, de tensions entre les personnes. Il est urgent de trouver des solutions et de ne pas mettre les problèmes sous le tapis.

Tout ne pourra pas être réglé d'un trait de plume.